

Les médias sociaux et la santé sexuelle – Feuillet d’information

Ce feuillet d’information est destiné aux organismes, défenseurs et défenseuses, communicateurs et communicatrices qui utilisent les médias sociaux.

Les médias sociaux peuvent être un outil formidable pour diffuser des nouvelles, des informations et des ressources. C’est aussi un espace où nous pouvons mobiliser nos communautés dans l’action. Cependant, les plateformes de médias sociaux censurent et suppriment souvent les contenus relatifs à la santé sexuelle, et ce phénomène ne fait que s’intensifier. Le présent feuillet d’information offre une vue d’ensemble du paysage actuel des médias sociaux et un résumé des changements récents qui rendent notre travail plus difficile, puis il indique ce que nous devons défendre pour qu’Internet soit libre, ouvert et sûr.

Quelques termes à garder à l’esprit lors de la lecture de ce feuillet d’information :

Accès à l’information

Les [Nations Unies](#) et l’[Organisation mondiale de la Santé \(OMS\)](#) s’accordent à dire qu’il est essentiel d’avoir accès à des informations exactes et complètes sur le sexe et la sexualité afin de pouvoir prendre des décisions éclairées concernant notre vie sexuelle et génésique. Un grand nombre de jeunes et de personnes 2ELGBTQ+ utilisent des plateformes numériques pour leur santé sexuelle, car les sources traditionnelles – comme l’éducation sexuelle à l’école ou les conversations familiales – peuvent les mettre mal à l’aise ou leur donner un sentiment de honte. En l’absence de mécanismes de vérification des faits et de sécurité, ces espaces numériques exposent les utilisateur-trice-s à des risques de harcèlement et de désinformation, ce qui se traduit dans la réalité par de moins bons résultats en santé

Liberté d’expression vs discours haineux

La [Déclaration universelle des droits de l’homme](#) (article 19) affirme : « Tout individu a droit à la liberté d’opinion et d’expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d’expression que ce soit. » Cependant, cela ne signifie pas que les discours de haine, qui incitent à la violence et à l’intolérance, sont ou devraient être acceptables sur Internet ou hors ligne. Le Canada, comme d’autres pays, [considère comme une infraction pénale ou un acte criminel le fait de promouvoir délibérément la haine contre un groupe identifiable](#), y compris sur la base du sexe ou de l’orientation sexuelle de personnes – tous les droits garantis par la Charte sont soumis à des limites raisonnables dans une société libre et démocratique.

Situation et politiques actuelles

Les médias sociaux peuvent être un moyen accessible et abordable de communiquer avec un large public, permettant à un plus grand nombre de personnes de prendre connaissance d'informations importantes sur la santé sexuelle. Ils permettent aux gens de partager des informations rapidement et directement, et parfois de réagir en temps réel à des enjeux ou changements importants.

Voici des liens vers des politiques destinées à guider le comportement des utilisateur-trice-s ainsi que la publicité et la responsabilisation sur certaines des plateformes de médias sociaux les plus populaires :

Google	Facebook et Instagram	Reddit	TikTok	X/Twitter	YouTube
*Les règles sont spécifiques aux différents produits Google.	Standards de la communauté	Règles de Reddit	Directives communautaires	Les règles de X	Règlement de la communauté
Règles Google Ads	Standards publicitaires	Reddit Ads Policy [en anglais]	Politiques publicitaires	Politiques relatives aux publicités	Règles de monétisation
Transparence des informations	Rapports de transparence	Transparency Report [en anglais]	Centre de transparence	Centre de transparence	Application du Règlement de la communauté

Changements de politiques affectant l'accès à l'information et la santé sexuelle

Les plateformes de médias sociaux rendent plus difficile de partager des contenus sur la santé sexuelle qui sont précis et fondés sur les droits. Voici quelques exemples :

- ❄ Des pratiques de modération suppriment ou bannissent fréquemment des contenus ou des comptes concernant le sexe ou le genre.
- ❄ Parfois, le contenu touchant la santé sexuelle est limité par un critère d'âge, ce qui restreint la capacité des jeunes à s'informer sur la puberté, les rapports sexuels protégés ou le consentement.
- ❄ Les informations sur la santé sexuelle et sur l'avortement sont régulièrement qualifiées de « contenu politique », ce qui les soumet à des lignes directrices différentes de celles qui s'appliquent aux informations générales sur la santé.
- ❄ La désinformation et la désinformation suscitent beaucoup d'engagement en ligne. Pour les entreprises de médias sociaux et les créateur-trice-s de contenu, engagement = \$\$\$, puisque ces données sont utilisées pour la vente de publicités. La désinformation en matière de santé sexuelle est très efficace pour mousser l'engagement, et c'est pourquoi l'algorithme lui donne la priorité sur les informations factuelles.

La suppression de l'accès à des informations vitales sur la santé sexuelle porte préjudice à des groupes déjà marginalisés et opprimés, notamment les femmes, les personnes 2ELGBTQ+, les travailleur·euse·s du sexe et les jeunes. Sans accès à des informations exactes et complètes sur la santé sexuelle, les communautés seront partout confrontées à de moins bons résultats de santé.

Tout récemment, Meta a mis à jour ses normes communautaires et ses pratiques de modération, qui nuiront spécifiquement aux personnes queers et trans en permettant à des discours discriminatoires d'être diffusés sur ses plateformes. Ces changements, qui concernent sa politique sur la [conduite haineuse](#), en plus du licenciement des vérificateur·trice·s de faits aux États-Unis (qui seront remplacé·e·s par un logiciel de modération automatisé et des notes communautaires), encourageront les discours haineux et la propagation de désinformation dans Facebook, Instagram et Threads.

Comme l'a fait remarquer l'[Electronic Frontier Foundation \[en anglais\]](#), ces changements visent à s'aligner sur la nouvelle administration des États-Unis (qui restreint agressivement les droits liés à la santé sexuelle et génésique et à la non-discrimination), davantage qu'à encourager la liberté d'expression pour tou·te·s.

Comment naviguer dans les restrictions des médias sociaux

Lorsque nous travaillons avec des groupes de plaidoyer et des gouvernements, pour des changements systémiques plus importants, voici des conseils en ce qui concerne les règles des médias sociaux afin de publier des contenus sur la santé sexuelle :



Utilisez des mots qui ne sont pas détectés. Il est courant de voir de nombreuses personnes utiliser des orthographe déformées ou des phrases alternatives pour éviter que leur contenu ne soit automatiquement détecté (p. ex. seks/sexe, av0rtement, etc.) – tant que les gens arrivent à lire et à deviner les vrais mots!



Créez un lien vers votre propre site Web ou votre bulletin d'information. Amener les gens à sortir des médias sociaux pour se rendre sur vos autres canaux est un excellent moyen de mettre votre public en contact direct avec votre travail.



Supprimez la haine et la désinformation lorsque vous le pouvez. Si des personnes mal intentionnées sèment la dispute dans vos commentaires ou dans des messages directs, n'hésitez pas à supprimer, signaler et bloquer leur contenu. Selon la plateforme, vous pouvez parfois ajuster les paramètres de modération du contenu (p. ex. [commentaires Facebook](#), [contenu sensible sur Instagram](#)).



Interagissez avec des contenus fiables et précis. Faites des efforts particuliers pour aimer, enregistrer, repartager et commenter le contenu des comptes que vous connaissez et en qui vous avez confiance. Cela contribue à les renforcer dans l'algorithme, ce qui permet à un plus grand nombre de personnes de les voir.



Utilisez le système de signalement. Cela inclut de signaler les informations erronées et les discours haineux, de contester le retrait de contenus et de tenter de parler au personnel de modération pour clarifier toute confusion. Faites des saisies d'écran ou un suivi des données lorsque vous le pouvez, et partagez-les avec le personnel des entreprises de médias sociaux afin qu'il puisse mieux comprendre l'impact des politiques.

Ce dont nous avons besoin

Même si les entreprises de médias sociaux peuvent sembler très puissantes, les utilisateur-trice-s et les institutions sont toujours en mesure de faire valoir la nécessité de changements de politiques ou de demander des comptes aux entreprises concernant les violations des droits humains. Pour qu'Internet devienne libre, ouvert et sûr, il nous faut :

- 1 Une approche fondée sur les droits humains, pour la réglementation des entreprises de médias sociaux – une réglementation qui ne compromet pas nos droits à la liberté d'expression, à l'égalité et à la pleine participation sociale.
- 2 Des entreprises qui comprennent les limites proportionnelles de l'expression, pour veiller à ce que les droits à la liberté d'expression et les droits à l'égalité puissent coexister afin de protéger les communautés marginalisées.
- 3 Des politiques et des lignes directrices élaborées en collaboration avec des organismes communautaires et des expert-e-s en la matière, qui accordent la priorité aux droits humains et à l'égalité.
- 4 Des politiques claires et accessibles concernant les plaintes et le signalement des abus, avec une application cohérente, ainsi qu'une procédure d'appel pour les contenus supprimés à tort.
- 5 Des investissements accrus dans le personnel et moins d'automatisation dans la modération des contenus; et une formation du personnel du monde entier quant au respect des droits humains.
- 6 Des rapports de transparence plus détaillés de la part des entreprises de médias sociaux, pour expliquer mieux le processus décisionnel qui sous-tend la suppression ou l'interdiction de certains contenus.



Consultez des organismes comme [OpenMedia](#), l'[Association pour le progrès des communications](#), [Feminist Principles of the Internet](#) et l'[Association canadienne des libertés civiles](#) pour vous tenir au courant des campagnes afin de rendre Internet plus accessible et plus informatif.

